

NOUVEAU POTAGER URBAIN COLLECTIF

QUARTIER DU GUIRBADEN

CONVENTION D'OBJECTIFS

entre

LA VILLE DE BISCHHEIM,

représentée par Monsieur Jean-Louis HOERLÉ, Maire de la ville de Bischheim, habilité à signer à cet effet par délibération de son Conseil Municipal du 05/07/2020, la présente convention,

ci-après dénommée **la Ville**

d'une part,

et

L'UNION DÉPARTEMENTALE DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES DU BAS-RHIN,

représentée par monsieur Edmond WOLFF, Président, habilité à signer à cet effet par délibération de son Conseil Syndical du 26/06/2020 la présente convention,

ci-après dénommé **l'UD CSF67,**

PRÉAMBULE

Suite à la délibération du 26 juin 2015, la Ville de Bischheim et l'Union Départementale de la Confédération Syndicale des familles du Bas Rhin ont conclu une convention d'objectifs liée au projet et à la gestion d'un potager urbain collectif situé sur une emprise foncière appartenant à CUS Habitat et mise à disposition gratuitement par le bailleur social par une convention d'occupation précaire.

Il s'avère que dans le cadre de la rénovation des espaces extérieurs du quartier du Guirbaden, le déplacement de ce potager urbain collectif s'est révélé nécessaire.

A ce titre il y a lieu de prendre une nouvelle délibération pour signer une convention d'objectifs correspondant à la nouvelle situation du potager urbain collectif implanté maintenant sur le domaine foncier de la Ville de Bischheim.

Les objectifs de ce potager, coordonnés par un comité de pilotage composé des représentants cités ci-dessus et qui se réunit régulièrement, restent les mêmes que ceux définis par la convention initiale et sont :

- Créer pour et avec les habitants un espace de vie favorisant les échanges de voisinage et intergénérationnels, dans un dynamique participative.
- Donner la possibilité à des citoyens aux ressources modestes de pratiquer des cultures vivrières.

Les bénéfices attendus sont :

- Créer du lien social
- Développer la pratique de la participation citoyenne
- Permettre aux familles de bénéficier d'un meilleur équilibre alimentaire

La réalisation de ce potager urbain collectif est achevée et peut être mis à disposition dès signature de la convention.

ARTICLE 1 – OBJET

La Ville accorde à l'UD CSF 67 qui l'accepte l'autorisation d'occuper une emprise foncière de 1 014 m² prélevées sur la parcelle principale cadastrée comme suit :

Commune de BISCHHEIM : Section 32 Parcelles n°148 et n°156

ARTICLE 2 – DURÉE DE L'OCCUPATION

La présente autorisation est accordée à compter de sa signature pour une durée de 3 ans. Elle est renouvelable d'année en année par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – FIN DE LA CONVENTION

Chacune des parties pourra dénoncer la convention à l'autre partie en respectant un préavis de 6 mois.

A la fin de la convention, la parcelle sera remise à la Ville dans le même état que de lors de la mise à disposition.

La remise en état sera à la charge exclusive de l'UD CSF 67 sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée d'aucune manière.

ARTICLE 4 – REDEVANCE D'OCCUPATION ET CHARGES

La présente convention est accordée à titre gratuit.

ARTICLE 5 – ÉTAT DES LIEUX

L'UD CSF déclare qu'elle prend le terrain objet de la convention en état neuf.

ARTICLE 6 – ACTIVITÉ AUTORISÉE

L'UD CSF 67 reconnaît explicitement qu'elle entend utiliser uniquement le terrain pour la réalisation d'activités de jardinage et de moments de convivialité sous sa responsabilité et ne nuisant pas à la tranquillité publique, à l'exclusion de toute autre utilisation, sous peine de révocation immédiate de la présente autorisation et sans préjudice d'un recours en dommages-intérêts.

Ces activités sont destinées aux résidents des immeubles du quartier du Guirbaden appartenant à l'OPH OPHEA.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU PRENEUR

L'UD CSF 67 est tenue de veiller au bon aménagement, à la propreté du lieu mis à sa disposition. En tant que tel, elle s'engage :

- à programmer à minima une fois par an un comité de pilotage du potager collectif, auquel seront associés des représentants de la Ville ;
- à organiser ses activités de façon à ne pas incommoder le voisinage ;
- à satisfaire d'une manière générale à toutes les règles et charges de police, de sorte que la Ville ne puisse être inquiétée à ce sujet ; se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail de façon que la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée ;
- à se conformer au règlement et aux arrêtés du maire concernant le bruit et l'utilisation des engins thermiques ;
- à assurer la sécurité sur le site ;
- à veiller à l'entretien et à la propreté tant de la parcelle qu'il occupe que de ses abords immédiats ;
- à ne pas remblayer ni réaliser d'affouillement, aménagements ou installations autre que ceux autorisés pour permettre la réalisation des activités de jardinage ;
- à ne pas arracher d'arbres ou de haies sans l'accord préalable de la Ville ;
- à ne pas utiliser de produits phytosanitaires conformément à la loi « LABBÉ » entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019 pour les particuliers ;
- à mettre en œuvre toutes les mesures visant à combattre la prolifération du moustique tigre ;
- à ne pas exercer une activité commerciale telle que : vente, prestation de service, pose de panneaux publicitaires, etc.... ;
- à ne pas stocker de déchets, ni d'hydrocarbures ou autres produits pouvant entraîner la pollution du sol ou du sous sol.

ARTICLE 8 – AMÉLIORATIONS – TRAVAUX

Tous travaux d'améliorations, que le preneur jugerait nécessaires à ses activités sont à sa charge. Au-delà de ces aménagements spécifiques, le preneur s'engage à solliciter l'autorisation de la Ville pour tous travaux de nature à modifier la nature du terrain et/ou ayant un impact sur son environnement immédiat. La Ville se réserve le droit d'effectuer sur les lieux tous travaux qu'elle jugerait nécessaires, sans que l'UD CSF 67 puisse exiger d'indemnité de quelque nature que ce soit durant lesdits travaux, ou la mise à disposition d'un terrain de substitution. Même si elle a autorisé les travaux, la Ville aura la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais exclusifs de preneur.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le preneur est responsable de tout dommage qui pourrait survenir du fait de l'occupation et de la jouissance du terrain.

A ce titre, il lui incombera de s'assurer de la sécurité de l'accès, de sa fermeture et de la signalisation appropriée. En cas de dommages causés au patrimoine, le preneur sera tenu d'exécuter tous les travaux nécessaires pour réparer à ses frais les dommages causés.

Il lui incombe dès lors de s'assurer contre les risques encourus et d'en justifier à première demande.

ARTICLE 10 – CESSION, SOUS-LOCATION

Le preneur ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte céder son droit au présent contrat, ni sous louer en tout ou en partie les lieux mis à sa disposition, sous peine de nullité des cessions et même de résiliation immédiate des présentes, si bon semble à la Ville, et indépendamment de tous dommages-intérêts.

En ce qui concerne la pose de panneaux ou d'autres installations publicitaires de quelque nature qu'elles soient, en faveur d'un tiers, elle est à considérer comme une cession de droits formellement proscrire, étant entendu qu'aucune dérogation ne pourra être obtenue à cette interdiction.

ARTICLE 11 --VISITE DES LIEUX

L'UD CSF 67 devra laisser la Ville, son représentant ou tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux mis à disposition pour constater leur état et le respect des obligations imposées par les présentes, quand la Ville le jugera à propos.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE JURIDICATION

Le lieu de juridiction concernant la présente convention est fixé par les parties à Strasbourg.

P.J :

- plan de situation
- plan du potager
- descriptif Potager Urbain Collectif

Fait en deux exemplaires
A Bischheim le,

Pour la Ville de Bischheim

**Monsieur Jean-Louis HOERLÉ,
Maire de la Ville de Bischheim**

**Pour l'Union Départementale de la Confédération
Syndicale des Familles du Bas-Rhin
Monsieur Edmond WOLFF,
Président**